



CGT FSU SOLIDAIRE UNEF

***Tous ensemble le 9 octobre pour la reconquête de l'industrie,
l'emploi, les salaires et les services publics.***

RASSEMBLEMENT À LA VICTOIRE À PARTIR DE 11H

SUIVI D'UNE MANIFESTATION JUSQU'AU CONSEIL REGIONAL

Les exigences sociales, qui demeurent aujourd'hui, nous ont conduit majoritairement, nous les salariés, à créer les conditions d'un changement politique en France.

Il nous appartient aujourd'hui d'agir pour qu'une véritable rupture avec les choix politiques antérieurs intervienne dès maintenant. Ces choix répondaient exclusivement aux revendications patronales et ont conduit à plus de 3 millions de chômeurs, 6 millions de salariés en sous-emplois et en situation de précarité, 8 millions de salariés vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Dans ce nouveau contexte, la CGT, FSU, Solidaire, UNEF portent ces exigences : **c'est l'amélioration de nos emplois, de nos salaires, de notre protection sociale.**

Le travail n'est pas un coût. Il est le seul levier de création de la richesse par les salariés. Refusant cela, le patronat poursuit son offensive de casse de l'industrie, de l'emploi, exige la baisse du coût du travail et plus de flexibilité. Dans cette logique, il milite pour l'austérité contenue dans le dernier traité européen.

Concernant les services publics, la RGPP a été conduite avec brutalité sans aucune concertation avec les organisations syndicales. Motivée pour l'essentiel par un objectif d'économie à court terme, elle s'est traduite par des dizaines de milliers de suppressions d'emplois avec pour conséquences des abandons de missions, le creusement des inégalités territoriales, l'accroissement de la désertification et une baisse de la qualité du

service public. Les réorganisations de service menées brutalement ont affecté gravement les conditions de travail des agents et perturbé de façon durable le service rendu aux usagers.

Les rapports « bilan de la RGPP » commandés par le nouveau gouvernement publié le 25 septembre pointe l'absence de dialogue social et relativise le niveau des économies réalisées pour les finances publiques. Il conclue cependant qu'il convient « en premier lieu d'achever les mesures RGPP en cours sauf exception » et préconise de l'élargir aux collectivités territoriales et organismes de protection sociale.

Par un communiqué de presse, le Premier Ministre annonce qu'en s'appuyant sur les recommandations de la mission, le gouvernement engage « une nouvelle politique de modernisation ». **CE CHOIX EST DANGEREUX !**

Bien au contraire, pour sortir de la crise, il faut rompre avec l'austérité et faire d'autres choix. :

- ✓ le développement de l'emploi et revalorisation du travail. En juin, plus de 3 millions de chômeurs (22% des moins de 25 ans)
- ✓ la reconquête de l'industrie et des services publics
- ✓ l'augmentation des salaires, véritable urgence sociale et économique. En France, un salarié sur deux gagne moins de 1 500 euros par mois. La misère progresse avec plus de 8,6 millions de pauvres.

Les organisations syndicales CGT, UNEF, FSU et Solidaires appellent les salariés, les privés d'emploi, les retraités des secteurs publics et privés et les étudiants à participer nombreux au rassemblement du 9 octobre à 11 heures place de la Victoire.